

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richépin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 16/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PURFER SAS (VHU)
RD 147 Quartier de la gare
69780 ST PIERRE DE CHANDIEU

Références : 2022-186-PUB

Code AIOT : 0018300013

Pièces jointes :

- planche des photographies prises lors du contrôle
- un projet d'arrêté préfectoral d'abrogation d'une mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 sur le site industriel que la société PURFER exploite 48 rue Georges Latil, Espace Polygone, à Perpignan (66000). L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La visite d'inspection du 26/10/2022 a pour objet de contrôler que la société PURFER a respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure que monsieur le préfet a signé le 21/03/2022¹ à son encontre. Pour mémoire, l'inspection des installations classées avait soumis le projet de cet arrêté préfectoral à monsieur le préfet à l'issue de son précédent contrôle de l'établissement PURFER de Perpignan, réalisé le 05/01/2022. Le contrôle du 05/01/2022 avait été diligenté à la suite du signalement d'un agriculteur se plaignant d'être impacté par des dépôts fréquents de particules métalliques sur les cultures de son exploitation, qu'il attribuait au fonctionnement des installations de la société PURFER. L'inspection avait alors pu confirmer que les particules métalliques provenaient bien de l'établissement PURFER.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 48 rue Georges Latil - Espace Polygone - 66000 PERPIGNAN

¹ Arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2022080-0001 du 21/03/2022 mettant en demeure la société PURFER de respecter plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Perpignan.

- Code AIOT : 0018300013
- Régime : Autorisation

La société PURFER est régulièrement autorisée, par arrêté préfectoral du 10/03/2006¹, à exploiter une installation de récupération, tri et valorisation de métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banal sur le territoire de la commune de Perpignan. Ses installations sont situées dans la zone d'activité commerciale Espace Polygone, 48 rue Georges Latil.

Le thème de visite retenu est le contrôle du respect des prescriptions d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

¹ Arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Perpignan.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation nuisances dans l'environnement	AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article 1 ^{er}	Mise en demeure	L'exploitant a satisfait à la mise en demeure
2	Justificatifs de mise en conformité	AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article 2	Mise en demeure	L'exploitant a satisfait à la mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce contrôle, l'inspection des installations classées a pu constater que la société PURFER avait mis en place plusieurs mesures, détaillées dans le présent rapport, pour faire cesser toutes émissions de particules métalliques dans l'environnement, liées au fonctionnement de ses installations de Perpignan.

Par conséquent, l'inspection des installations classées considère que la société PURFER a satisfait à la mise en demeure du 21/03/2022 et propose à monsieur le préfet de la lever. À l'issue du contrôle du 26/10/2022, la société PURFER a fait connaître à l'inspection des installations classées son souhaitait que la mise en demeure du 21/03/2022 soit abrogée par arrêté préfectoral, comme le lui permettait la circulaire du 19 juillet 2013 (abrogée)¹. Bien que la circulaire du 19 juillet 2013 ait été abrogée, compte-tenu du fait que l'affaire a été portée en justice par un tiers, l'inspection des installations classées propose au préfet de répondre favorablement à la demande de la société PURFER. Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint en annexe du présent rapport.

A noter que la circulaire du 19 juillet 2013 rappelle également que la mise en demeure cesse de produire ses effets dès lors que les prescriptions en cause ont été respectées et il n'est donc pas indispensable de procéder formellement à la levée de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation nuisances dans l'environnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article 1 ^{er}
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de limitation des nuisances dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société PURFER (N° SIREN : 332 628 171), dont le siège social est situé RD 147 - quartier de la Gare à SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU (69780), et ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2006 susvisé : <ul style="list-style-type: none">- dans un délai n'excédant pas 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté, et notamment, d'empêcher toute émanation dans l'air de particules métalliques ayant des effets incommodants pour le voisinage, des atteintes à la salubrité, à la santé et à la sécurité publique,

¹ Circulaire du 19 juillet 2013 relative à la mise en œuvre des polices administratives et pénales en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (DEV1317091C), abrogée par la note technique du 3 novembre 2020 (TREP2027979N).

des dommages à la flore ou à la faune, des atteintes à la production agricole, conformément aux dispositions de l'article 2.1.1 ;

- dans un délai n'excédant pas 4 mois, à compter de la notification du présent arrêté, et notamment :
 - de positionner, aménager, exploiter les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières, conformément aux dispositions de l'article 4.1 ;
 - de stocker les déchets produits dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol), conformément aux dispositions de l'article 5.2.

Constats :

La société PURFER indique avoir demandé à ses fournisseurs concernés de séparer les sciures des chutes de leurs déchets d'aluminium. Désormais les sciures de déchets d'aluminium sont réceptionnées dans l'établissement PURFER dans des big-bags fermés, alors que les chutes de déchets d'aluminium (exempts de sciures) continuent d'être réceptionnés, en benne ou conteneurs. Les big-bags appartiennent à la société PURFER et sont mis à la disposition de ses fournisseurs de déchets d'aluminium. La société PURFER explique que dès leur arrivée, les big-bags de sciures de déchets d'aluminium sont entreposés dans un hangar clos (dit « hangar à métaux »), situé dans la partie Nord de son établissement (Cf. plan de masse de l'établissement, en annexe I, où le hangar à métaux est repéré par la lettre H), et qu'ils ne subissent aucune autre manutention en dehors de celle nécessaire à leur chargement dans des camions pour expédition à ses clients. Lors du contrôle du 26/10/2022, l'inspection des installations classées visite le hangar. La société PURFER explique à l'inspection des installations classées qu'aucun big-bags « plein » n'est actuellement présent dans le hangar, car un lot de ceux-ci vient récemment de faire l'objet d'une expédition. Avant l'inspection du 26/10/2022, la société PURFER a adressé des photographies desdits big-bags (Cf. photographies en annexe II) à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations constate que les racks dans lesquels les déchets d'aluminium étaient stockés lors de son contrôle du 05/01/2022 ont fait l'objet d'un nettoyage complet, afin d'éliminer tous les résidus de sciure d'aluminium susceptibles d'être transportés par le vent à l'extérieur de l'établissement. Pour réaliser ce nettoyage de manière efficace, la société PURFER a procédé à un démontage/remontage complet des racks (Cf. photographies en annexe III).

Les aluminiums réceptionnés dans l'établissement et nécessitant la réalisation d'un cisailage, in situ, sont désormais stockés dans des bennes de 30 m³ dans la partie Nord de l'établissement, dans l'attente de cette opération (Cf. photographie en annexe III).

En 2022, la société PURFER a fait l'acquisition d'une nouvelle presse cisaille. Cet achat avait été envisagé de longue date pour remplacer l'ancienne presse cisaille, mais il a été avancé en raison du contexte. Lors de l'installation de la nouvelle presse cisaille, la société PURFER a procédé à l'étude des mesures qu'elle pouvait mettre en œuvre pour améliorer la limitation des nuisances liées à son fonctionnement. C'est ainsi que lors du contrôle du 26/10/2022, l'inspection des installations classées a pu constater que le groupe hydraulique de la presse cisaille avait été intégré dans un bâtiment calfeutré pour limiter ses émissions sonores. Le bâtiment a été construit sur une cuvette de rétention afin de pouvoir récupérer la totalité de l'huile présente dans le groupe hydraulique, en cas de fuite. Pour limiter les envols de poussières, la société PURFER a installé parallèlement à la trémie d'alimentation de la presse-cisaille, un bac de délestage des ferrailles (Cf. photographie en annexe III). L'exploitant explique qu'avant l'installation de ce bac, et afin de répartir uniformément les ferrailles déversées dans la trémie d'alimentation, le grutier réalisait de légers mouvements de balancier de la pince de la grue. Cette manière de procéder, était, par grand vent, susceptible de favoriser les envols de poussières, ou de limailles ou sciures de métaux. Désormais, le bac de délestage est chargé progressivement, de la droite vers la gauche ou de la gauche vers la droite, sans que le grutier ait besoin de réaliser un mouvement de balancier de la pince de la grue. Une fois celui-ci plein, son contenu est basculé par un vérin hydraulique dans la trémie d'alimentation de la presse cisaille.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a pu constater que la société PURFER avait constitué des écrans (pour limiter les envols) à l'aide de blocs de béton empilés (Cf. photographies en annexe III) à proximité de la nouvelle presse cisaille.

Au niveau organisationnel, l'exploitant a complété ses consignes d'exploitation, afin que lors d'épisodes venteux :

- les opérations de cisailage soient stoppées ;
- la grue d'alimentation fixe (grue, munie d'une pince, dédiée à l'alimentation de la presse cisaille), ne soit pas utilisée ;
- le déchargement de semi-remorques par levage des bennes soit interdit ;

en fonction de la force et de la direction du vent. À cet effet, la société PURFER a indiqué qu'elle allait prochainement faire l'acquisition d'une manche à air (devis adressé à l'inspection des installations classées) afin de faciliter, pour son personnel, les conditions « d'activation » de ces mesures organisationnelles.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Justificatifs de mise en conformité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Mémoire mesures correctives mises en œuvre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Dans le délai de 4 mois, fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté, l'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, un mémoire détaillant les actions correctives, qu'il a mises en œuvre.

Constats : Par courrier daté du 30/09/2022, la société PURFER a adressé à monsieur le préfet, le mémoire demandé dans l'article rappelé ci-dessus.

Dans la première partie de ce mémoire, l'exploitant décrit les mesures qu'il a mises en place pour satisfaire aux prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/03/2022. L'inspection des installations classées a pu constater l'effectivité de ces mesures lors du contrôle du 26/10/2022 (Cf. constats développés dans le précédent point de contrôle, du présent rapport).

Dans la seconde partie de ce mémoire, l'exploitant indique qu'il a également engagé l'étude de mesures complémentaires « pour aller plus loin » dans sa démarche de réduction de ses émissions à l'atmosphère. Ces mesures complémentaires ne sont qu'à l'état d'études pour l'instant (devis de réalisation toutefois déjà fournis en annexe du courrier du 30/09/2002 de la société PURFER) afin d'évaluer :

- leur coût économique ;
- leur faisabilité technique ;
- les conditions nécessaires à leur réalisation (démarches administratives à engager auprès de monsieur le préfet (porter à connaissance), contraintes liées à la nécessité de maintenir l'activité pour les clients durant les travaux, échéancier).

Parmi ces mesures, l'exploitant étudie les options suivantes :

- équiper la nouvelle presse cisaille, d'un dispositif d'aspersion pour limiter les envols au niveau de la cisaille et en sortie du convoyeur des métaux cisailés (lors du contrôle du 26/10/2022, l'exploitant a indiqué que les contraintes d'approvisionnement en eau et électricité de ce dispositif avaient été traitées et que sa mise en service était prévue dans les 10 jours) ;
- prolonger le merlon bordant déjà sa clôture Sud/Sud-Est ;
- remplacer les racks d'entreposage des matériaux par des casiers en béton munis d'auvents (lors du contrôle du 26/10/2022, l'exploitant a annoncé qu'une réunion interne était prévue le 16/11/2022 à ce sujet).

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mémoire mesures correctives mises en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
- faire l'acquisition d'une manche à air
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE I

Plan de masse de l'établissement PURFER à Perpignan, extrait de l'étude de dangers datée du 31/03/2016



ANNEXE II

Photographies des big-bags de conditionnement des sciures d'aluminium, jointes au courrier daté du 30/09/2022 de la société PURFER



ANNEXE III

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 26/10/2022 du site industriel que la société PURFER exploite que la société PURFER exploite 48 rue Georges Latil, Espace Polygone, à Perpignan (66000)



Ancienne zone de stockage des aluminiums et sciures d'aluminium



Vue de l'arrière des stockages de métaux en racks



Bennes de stockage des aluminiums nécessitant la réalisation d'un cisailage avec, en arrière plan, le bâtiment calfeutré renfermant le groupe hydraulique de la nouvelle presse cisaille



Bac de délestage installé le long de la trémie de la nouvelle presse cisaille



Blocs de bétons empilables utilisés comme écrans pour limiter les envols de poussières



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités de la Citoyenneté et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le XX mois 2022

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2022-XXX-XXXX
abrogeant l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PREF/DCL/BCLUE/2022080-0001
du 21 mars 2022

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Perpignan, modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2022080-0001 du 21 mars 2022 mettant en demeure la société PURFER de respecter plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1008/2006 du 10 mars 2006 autorisant la société CFF Recycling SOPER à poursuivre l'exploitation d'une unité de récupération et de valorisation des métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de Perpignan, modifié ;

VU le rapport n° 2022-186-PR/EX daté du 16 novembre 2022 établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de son contrôle du 26 octobre 2022 dans l'établissement PURFER à Perpignan ;

VU le projet du présent arrêté préfectoral transmis à la société PURFER, le XX mois 2022 ;

VU l'absence d'observations de la société PURFER [les observations de la société PURFER, reçues par courrier n° XXX daté du XX mois 2022,] sur ce projet ;

Considérant que lors de son contrôle du 26 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la société PURFER avait respecté les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 mars 2022, susvisé ;

Considérant d'une part, que la circulaire du 19 juillet 2013 relative à la mise en œuvre des polices administratives et pénales en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (DEVP1317091C), abrogée par la note

Considérant technique du 3 novembre 2020 (TREP2027979N), prévoyait la possibilité, pour un exploitant, de solliciter l'abrogation, par arrêté préfectoral, d'une mise en demeure, dès lors qu'il y avait satisfait ;

Considérant d'une part, la demande d'abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 21 mars 2022, formulée par la société PURFER à l'issue de l'inspection du 26 octobre 2022 ;

Considérant d'autre part, que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 mars 2022 faisait suite à une plainte liée à l'instruction d'une procédure judiciaire, initié par le plaignant à l'encontre de la société PURFER, pour laquelle la justice n'a toujours pas statué ;

Considérant dès lors, à titre exceptionnel et ce, malgré l'abrogation de la circulaire du 19 juillet 2013, que monsieur le préfet a la possibilité d'accéder à la demande de la société PURFER ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2022080-0001 du 21 mars 2022 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Perpignan, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune de Perpignan ;
- à la société PURFER ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Rodrigue FURCY
Yohann Marcon